

Le Gouvernement serait bien avisé d'expédier immédiatement outre-mer tous les vivres dont nous pouvons nous dispenser, mais au lieu d'agir ainsi, il laisse traîner l'affaire. La puissance et l'unité de l'Empire britannique résultent d'une adresse politique séculaire. Les dominions, autrefois colonies, sont devenus nations indépendantes sous la couronne. En Palestine, la situation s'aggrave à cause du manque de doigté, tandis que le petit royaume de Sarawak a été contraint d'accepter le statut de colonie de la couronne et de céder son autonomie antérieure.

En abolissant la préférence et en permettant aux étrangers d'accaparer les marchés impériaux, on provoque le chômage et on sacrifie l'un des principaux éléments qui ont fait de l'Empire britannique l'influence la plus propice depuis l'avènement du christianisme. C'est pourtant la ligne de conduite dont nous menaçons le Gouvernement.

L'Empire britannique s'est formé par la colonisation de territoires outre-mer, ceux-ci réservant leur commerce à la mère patrie. Ainsi s'est édifiée une puissance commerciale imposante, mais avec les années, il a fallu modifier le régime. D'autres pays ont commercé avec l'Empire, mais la Grande-Bretagne et les colonies bénéficiaient de droits de douane inférieurs à ceux qui étaient imposés aux étrangers.

M. le PRÉSIDENT SUPPLÉANT: A l'ordre! L'honorable député a épuisé son temps de parole.

M. CHURCH: D'autres occasions se présenteront.

Mme GLADYS STRUM (Qu'Appelle): Je ne partage pas l'enthousiasme du ministre des Finances (M. Abbott) et de son collègue du Revenu national (M. McCann) à l'égard du budget. Le fait de manier de l'argent semble rendre ces deux ministres pleins d'entrain; on devrait tenter le même procédé dans le cas de la population canadienne, afin de constater les changements qui s'opéneraient dans son caractère.

Cependant, il nous a fait plaisir d'entendre le ministre des Finances s'exprimer en ces termes:

Aujourd'hui, nous venons à peine de terminer une année de surplus. Notre excédent dépasse même le total de ceux qui ont été accumulés par le passé.

En raison de cet état financier, on pouvait espérer un dégrèvement appréciable pour la famille canadienne, mais on constate qu'il n'en sera pas ainsi, bien que le ministre ait affirmé que plus de la moitié des familles canadiennes n'acquittent aucun impôt; leur revenu n'atteint

done pas \$1,500 par an. Je trouve quelques observations au sujet de ce revenu familial au Canada dans la revue *Health*, organe de la Ligue canadienne de la santé, qui signale certaines données du rapport Marsh. Voici ce qu'on lit dans le dernier numéro de cette revue:

L'une des plus importantes contributions du rapport Marsh a été de mettre en lumière le niveau scandaleux des salaires familiaux au Canada. Deux sur trois de nos familles touchent un revenu insuffisant pour leur assurer la santé et le bien-être. Une sur trois n'a pas le strict minimum, c'est-à-dire un revenu suffisant pour se procurer les nécessités de l'existence. Il n'y a donc pas lieu de nous étonner si les spectres de la famine, de la misère et de l'indigence planent sur le pays.

La plupart des familles canadiennes n'ont pas de revenus suffisants pour assurer leur santé et leur vie. Elles végètent dans de mauvais logements. Elles ne peuvent se prémunir contre la maladie et contre les inconvénients de la vieillesse. En vérité le présent budget enrichit les riches et appauvrit les pauvres car la suppression des plafonds et des primes entraîne la hausse des prix. Il ne parvient pas à répartir équitablement les revenus de l'Etat, bien que tel soit l'objet du programme électoral mis de l'avant par le parti libéral. Je dis "programme électoral" à bon escient, car ce parti suit une ligne de conduite diamétralement opposée.

En regard de ce que nous avons fait pour la famille canadienne, je place ce que nous avons fait pour les commerçants canadiens. Le compte rendu officiel renferme un tableau significatif qui compare les prévisions pour l'année financière 1947-1948 avec les données pour l'année financière 1946-1947. J'y note que les dégrèvements les plus considérables figurent à la rubrique "impôt sur les surplus de bénéfices". L'impôt sur les surplus de bénéfices subira une diminution de 279 millions de dollars. Voilà la plus forte réduction prévue au budget de l'année financière qui commence. L'impôt sur les surplus de bénéfices tombe de 449 à 170 millions, soit une chute de 279 millions.

Non seulement dégrèvements-nous les surplus de bénéfices, mais nous abolissons les primes indispensables à la protection des revenus inférieurs à \$1,500 par année. De plus, nous supprimons les plafonds afin d'assurer des surplus de bénéfices en favorisant la vente des produits ouvrés. Mais qu'avons-nous fait pour la famille?

Une VOIX: Ne dites pas "nous", mais le Gouvernement.

Mme STRUM: Pardon, le Gouvernement. Je ne veux pas être complice. Reportons-nous au hasard. Considérons le cas de la